ASSEMBLEE GENERALE DU 28 AVRIL 2016

REponce aux questions ecrites posees au conseil d’administration

Le Code de commerce prévoit que tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Conseil d'administration est tenu de répondre au cours de l'Assemblée générale. Pour mémoire, les questions écrites, pour être recevables, doivent être en relation avec l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. Elles doivent également être adressées au Président du Conseil d'administration et envoyées au siège social de la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique, à compter de la convocation de l'Assemblée Générale et au plus tard quatre jours ouvrés avant l'Assemblée Générale (22 avril 2016). Elles doivent enfin être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte des actions.

L'article L.225-108 al 4 du Code de commerce, dispose que la réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée, dès lors qu'elle figure, avant la tenue de l'Assemblée Générale, sur le site Internet de la société dans une rubrique prévue à cet effet.

La Société a reçu quatre questions écrites auxquelles le Conseil d'administration a apporté les réponses suivantes lors de sa réunion du 27 avril 2016.

**Question reçue de Monsieur Patrice RAILLOT le 11 avril 2016**

Bien que le mandat d'administrateur indépendant de Madame Anne Lauvergeon ne soit pas à l'ordre du jour, je suis surpris du maintien de sa présence dans le Conseil d’Administration.

Outre sa piètre performance en tant que dirigeante (elle laisse au contribuable une ardoise de plusieurs milliards), ses démêlés avec la justice ne devraient-ils pas inciter la société en accord avec sa charte éthique et en application du principe de précaution à lui demander de se retirer, et au minimum à suspendre sa participation au Conseil d’Administration dans l’attente de ces décisions de justice ?

**Réponse:** la ratification de la cooptation de Madame Lauvergeon et le renouvellement de son mandat ont été votés par l’Assemblée Générale l’année dernière, avec un taux de 96,5 %. La situation de Madame Lauvergeon n’a pas connu d’évolution depuis cette décision. Il n’y a dès lors pas de raison d’aborder cette question. Le Conseil se félicite de la contribution de Madame Lauvergeon à ses travaux et à ceux des Comités dont elle est membre.
**Question reçue de l’IPAC le 21 avril 2016**

Le taux de formation des salariés de notre Groupe en Afrique/Moyen-Orient est assez faible (36,8%). Pourriez-vous nous en expliquer les raisons ?


Il est à noter que si l’on exclut cet effet de périmètre, le taux de formation en Afrique et au Moyen Orient est de 61%.

Un investissement important en formation a été fait en 2015 au Maroc ; il devrait se traduire dans les taux de formation à partir de 2016. Un projet de mise en place d’un référentiel des compétences pour l’ensemble de l’activité a également été initié, qui permettra en 2016 l’identification de programmes de formation ciblés. En parallèle, un référencement des organismes locaux de formation est en cours.


Dans ce même plan d’action, une attention particulière est portée aux formations en matière de santé et de sécurité délivrées aux populations cadres et non-cadres et à leur valorisation dans les plans de formation.

**Questions reçues de Laurent Chevallier le 22 avril 2016**

En lisant le prospectus pour l’assemblée générale de 2016, je suis surpris de ne pas lire la poursuite des contrats cadres dans les achats externes pour les années à venir et je souhaiterai savoir ce que vous avez préparé pour ne pas faire augmenter les dépenses de l’entreprise car le volume de négociation pour SUEZ sera moins important (même si vous avez créé des services d'acheteur).

**Réponse** : l’accord de transition dans le domaine des achats externes a été conclu le 1er octobre 2013, dans le contexte de la fin du pacte d’actionnaires de la Société et du contrôle d’ENIGE sur SUEZ. Cet accord avait été conclu pour une période expirant le 31 juillet 2015 et visait à permettre à SUEZ de continuer à bénéficier des contrats cadres d’ENIGE et de continuer à mutualiser une partie des achats des deux groupes. Cet accord prévoyait également une rémunération consentie par SUEZ à ENIGE pour la gestion des contrats cadres existants. SUEZ ayant mis en place et structuré sa Direction des Achats depuis 2013, le Groupe est maintenant en capacité de gérer de manière autonome ses achats et il n’était donc pas nécessaire de prolonger cet accord transitoire et la rémunération associée. Cela n’interdit pas à SUEZ de poursuivre sa collaboration avec ENIGE pour certaines catégories d’achats, dans le respect des règles de concurrence et comme cela pourrait également être fait avec d’autres partenaires.
Je serai curieux de connaître la raison de la nomination de nouveaux administrateurs (pour une meilleure répartition géographique ou pour une meilleure représentation des entreprises du Groupe ou de compétences ou plus proche des marchés ou clients).

Réponse : il est proposé à l’Assemblée Générale de nommer deux nouveaux administrateurs, ce qui, compte tenu du non-renouvellement du mandat de Monsieur Harold Boël, porterait le nombre d’administrateurs à 19 (au lieu de 18 actuellement).

Le Conseil a souhaité proposer la candidature de Madame Bensalah Chaqroun, afin de poursuivre la diversification de la composition du Conseil. Compte tenu de son expérience et de ses compétences, la présence de Madame Bensalah Chaqroun au Conseil enrichirait les travaux du Conseil et ce, en particulier grâce à sa connaissance du Maroc, pays très important pour le Groupe, de l’Afrique et du Moyen-Orient. En outre, sa nomination permettrait de porter le nombre d’administratrices à plus de 40%, au-delà du taux requis par la loi et le Code AFEP-MEDEF.

Il est précisé que la résolution relative à la nomination de Madame Belén Garibo ne sera pas soumise au vote des actionnaires, celle-ci ayant été contrainte de retirer sa candidature, n’ayant pu obtenir les autorisations requises, du fait des mandats qu’elle détient actuellement, pour exercer un mandat supplémentaire chez SUEZ.

Par ailleurs, la candidature de Monsieur Guillaume Thivolle est proposée suite aux modifications statutaires adoptées par l’Assemblée Générale l’année dernière, afin de permettre la désignation d’un administrateur salarié actionnaire.